

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je remercie le député de sa question et je signale à la Chambre que le gouvernement du Pérou a demandé à un certain nombre de pays, dont le nôtre, d'aider au rétablissement des Cubains qui ont demandé asile et de ceux qui se trouvent actuellement à son ambassade.

Ces personnes sont dans une situation bien particulière parce qu'elles ne sont pas des réfugiés au sens strict de la définition internationale. A cause cependant des conditions extrêmes de souffrance et de privation, le gouvernement du Canada a fait savoir aux autorités péruviennes et cubaines qu'il était disposé à accueillir jusqu'à 300 réfugiés et à participer au besoin au financement de programmes de rétablissement. Nous envisagerons aussi volontiers d'autres mesures quand la situation sera éclaircie, mais voilà ce que nous faisons pour le moment.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LE BOYCOTTAGE DES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU**

M. Arnold Malone (Crowfoot): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. J'aimerais lui demander s'il veut annoncer aujourd'hui que le Canada appuiera les États-Unis et boycottera les Jeux olympiques.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député nous a probablement entendu préciser notre position en cette matière durant la campagne électorale.

M. Crosbie: Quelle est-elle? En voilà assez, Pierre. Il faut maintenant agir, Pierre.

M. Trudeau: A notre avis, non seulement notre pays, mais aussi ceux dont la philosophie se rapproche de la nôtre doivent condamner l'invasion de l'Afghanistan. Mais nous croyons également qu'il est très important d'aligner notre ligne de conduite sur le vote de 104 pays de l'Organisation des Nations-Unies qui, le 14 janvier dernier, ont condamné cette invasion.

Pour ce qui est des Jeux olympiques et d'autres questions, nous ne nous sommes pas contentés de définir une politique qui soit propre à nous et, à cet égard, j'ai écrit dernièrement au président Carter pour l'aviser que nous approuvons les mesures qu'il a annoncées et que nous adopterions une ligne de conduite semblable. Toutefois, il est également important de s'allier à d'autres pays pour maintenir ce front de 104 pays, ou du plus grand nombre possible, pour condamner l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

M. Malone: Madame le Président, j'ai cru, pour un moment, devoir dire que le silence peut ne pas être d'or: il est peut-être tout simplement preuve de lâcheté.

Des voix: Oh, oh!

M. Malone: J'aimerais demander au premier ministre s'il peut nous dire maintenant combien des 104 pays appuient les États-Unis au moment ou ce pays et le monde entier même en ont désespérément besoin.

M. Trudeau: Madame le Président, j'aimerais signaler au député que ce n'est pas faire preuve de grand courage que d'annoncer simplement un boycottage des Jeux olympiques.

Une voix: Essayez-le.

M. Trudeau: Cette annonce aurait très peu d'effet pour ce qui est de la présence des troupes soviétiques en Afghanistan.

Des voix: D'accord!

M. Trudeau: Assurer que ce front uni des nations s'opposant à l'invasion soit maintenu autant que possible est peut-être une politique plus difficile mais plus importante; voilà ce que nous tâchons de faire.

* * *

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

LES PERTES INFLIGÉES AUX AGRICULTEURS CANADIENS PAR L'EMBARGO AMÉRICAIN SUR LES CÉRÉALES À DESTINATION DE L'URSS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports, représentant de la Commission canadienne du blé à la Chambre. Si l'on considère que la décision du gouvernement Carter d'imposer un embargo sur les céréales à destination de l'Union soviétique a déjà eu des conséquences négatives pour l'agriculteur canadien qui se sont soldées par une diminution de 80c. le boisseau depuis le 28 décembre 1979, le ministre peut-il nous dire si le gouvernement prévoit adopter la politique proposée par le gouvernement précédent pour compenser les pertes infligées aux agriculteurs de sorte que l'ensemble du pays, et non seulement les producteurs de céréales, subira les conséquences de cet embargo?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, c'est là une question très contestable, mais d'après ce que j'en sais maintenant, les agriculteurs de l'Ouest ne sont pas touchés par la politique canadienne d'exportation des céréales à destination de l'Union soviétique.

M. Hovdebo: Madame le Président, à la lumière de cette réponse, mon autre question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement a-t-il l'intention de poursuivre la politique présentée par le gouvernement précédent pour appuyer l'embargo sur les ventes supplémentaires de céréales à l'Union soviétique? Dans l'affirmative, le premier ministre pourra-t-il assurer la Chambre que les producteurs de céréales ne seront pas les seuls à supporter le poids de cette politique?